

## L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



### LA NOTE / #5 / vague 1

décembre 2015

#### LES TROIS FRANCE

Marquée en profondeur par le choc des attentats terroristes du 13 novembre 2015, après ceux du mois de janvier, la France en appelle à l'unité nationale. S'il ne fait pas de doutes que cet appel à l'unité nationale traverse toutes les catégories de la population, force est de constater la permanence de fractures, clivages et segmentations qui s'expriment dans les urnes. Nous retrouvons, en 2015, de nombreuses familiarités avec la sociologie du vote que nous avons analysé en 2012, à savoir l'importance du phénomène de la « tripartition » de l'espace idéologique et politique français. Dès lors, pouvons-nous recenser, hier comme aujourd'hui, « trois France ».

Méthodologie : La vague 1 de l'Enquête électorale française a été réalisée entre le 20 et le 29 novembre 2015 auprès de 23 061 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

**Bruno Cautrès**

Chargé de recherches au CNRS

Si les élections régionales se sont tenues dans treize régions et que les résultats du 1<sup>er</sup> tour du 6 décembre 2015 ont fait apparaître des variations territoriales et le poids des facteurs proprement régionaux, on peut néanmoins relever des lignes de clivages sociaux et politiques qui se sont exprimées à travers tout le territoire national. Rarement, en effet, des élections régionales auront connu une telle dimension nationale : non seulement du point de vue des effets politiques de leurs résultats sur les stratégies des grandes familles partisanes et idéologiques, mais aussi du point de vue de ce que le premier tour révèle en termes de structuration et de segmentation des électors. Etant les dernières élections avant la présidentielle de 2017 et avant la primaire pour choisir le candidat de la droite et du centre, ces élections régionales peuvent être lues à travers les rapports de forces sociologiques et socio-politiques qu'elles illustrent. Plus que jamais, la question des coalitions sociologiques et de leur traduction politique se pose dans une France traversée de clivages sociaux et territoriaux : marquée en profondeur par le choc des attentats terroristes du 13 novembre 2015, après ceux du mois de janvier, la France en appelle à l'unité nationale. Or, s'il ne fait pas de doutes que cet appel à l'unité nationale traverse toutes les catégories de la population, force est de constater la permanence de fractures, clivages et segmentations qui s'expriment dans les urnes.

## I – Les contours sociologiques de l'électorat français

### Des contours figés ?

Les résultats du premier tour des régionales 2015 sont de ce point de vue riches d'enseignements dans la perspective de la période couverte par l'Enquête électorale française 2017 du CEVIPOF : les contours sociologiques des différents électorats sont-ils déjà presque figés pour la période 2015-2017 ou susceptibles de bouger encore dans le contexte des fortes turbulences de notre système partisan ? La confirmation d'un Front national (FN) en dynamique (même si l'on peut s'interroger sur l'ampleur de celle-ci selon les points de comparaison), réalisant des percées dans de nouvelles terres et dans de nouveaux milieux sociaux<sup>1</sup>, vient-elle bousculer et même perturber ces contours ? Traduit-elle l'émergence d'un nouveau paysage sociopolitique français ? Que nous dit cette confirmation et que nous montre la relative stagnation des deux autres grandes forces politiques, Parti socialiste (PS) et Les Républicains (LR), en termes de modifications des clivages politiques en France ? Cette question a fait l'objet d'importants débats tant dans la sociologie politique du vote (la question de l'émergence de « nouveaux clivages » sociopolitiques) que dans son analyse géographique ou encore au plan des débats politiques : au sein de chaque grande famille politique, la question des alliances, des coalitions sociologiques et de l'adéquation entre l'offre ou le discours et les milieux sociaux auxquels on veut d'adresser se pose avec force.

### La sociologie de l'électorat au niveau national

Il faut dès lors rappeler que la sociologie des électorats du premier tour de ces élections régionales peut se lire à plusieurs niveaux : le niveau régional et infrarégional, qui ne sera pas traité ici, le niveau national qui est ici choisi ; le niveau des grandes tendances stables qui se manifestent lors des élections nationales, locales ou même européennes en France depuis maintenant de nombreuses années ; le niveau des évolutions et des dynamiques, particulièrement intéressant en 2015 compte-tenu de la progression générale du vote Front national et son étendue sur presque tout le territoire.

Les tableaux 1 et 2 permettent tout d'abord de retrouver les grandes lignes de clivages sociaux et politiques que la France électorale connaît depuis que le Front national s'est durablement installé dans le paysage politique. Nous retrouvons, en 2015, de nombreuses familiarités avec la sociologie du vote que nous avons analysé en 2012 : nos analyses montraient alors l'importance du phénomène de la « tripartition » de l'espace idéologique et politique français. Ces analyses montraient en effet une claire « tripartition » de l'espace politique français, découpé en « trois France » que nous qualifions alors de « presque imperméables les unes aux autres » : un électorat de gauche, notamment dans sa composante Hollande, reposant très largement sur les salariés, notamment les actifs du secteur public, relativement aisés ou classes moyennes, dotés en capital culturel (diplômés du supérieur), habitants des villes et ouverts à la mondialisation mais à qui il manquait une composante populaire ; un électorat de droite, celui de Nicolas Sarkozy, assez âgé, économiquement aisé (franges les plus élevées des cadres supérieurs, professions libérales) ou même très aisé, de statut professionnel indépendant (agriculteurs, commerçants, artisans et chefs d'entreprise) et à qui il manquait également une composante populaire ; un électorat de Marine Le Pen composé notamment des milieux populaires (35% de vote Le Pen chez les ouvriers en 2012), peu diplômé, éloigné des grands centres urbains (ou situé à leur périphérie), mais ne partageant pas les valeurs économiques de la droite.

---

<sup>1</sup> PERRINEAU (Pascal), *La dynamique du Front national*, La Note, CEVIPOF, #2, décembre 2015. <http://www.enef.fr/les-notes/>  
ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires et le Front national*, La Note, CEVIPOF, #3, décembre 2015. <http://www.enef.fr/les-notes/>

Tableau 1 : Les intentions de vote (% exprimés) pour le 1<sup>er</sup> tour des élections régionales de 2015 selon des variables sociodémographiques (% en ligne)<sup>2</sup>.

Source : Enquête électorale française 2017, vague 1

	PS-PRG	LR-UDI-MODEM	FN
Moyenne nationale	23	27	31
<b>Age</b>			
18-24 ans	24	23	35
25-34 ans	23	23	33
35-49 ans	22	24	37
50-64 ans	23	24	32
65 ans et +	25	36	24
<b>Diplôme</b>			
Aucun diplôme, CEP	19	26	38
BEPC, CAP, BEP	20	24	39
Bac	21	25	37
Bac +2 / + 3	25	28	27
Bac + 4 ou plus, grandes écoles	28	34	16
<b>Revenu mensuel par unité de consommation (en quartiles)</b>			
--(1 <sup>er</sup> quartile)	20	19	40
-+	23	25	35
+-	24	28	29
++ (4 <sup>ème</sup> quartile)	26	36	22
<b>PCS de la personne interrogée</b>			
Agriculteurs	20	36	31
Indépendants	11	37	37
Cadres supérieurs, professions intellectuelles	28	36	19
Professions intermédiaires	27	26	24
Employés	22	25	36
Ouvriers	16	19	47
<b>Statut de la personne interrogée</b>			
Salariés public	27	20	30
Salariés du privé	21	26	36
A son compte, chefs d'entreprise	16	34	30
Chômeurs	20	16	41
Etudiants	27	23	26
Retraités	25	32	26
<b>Type de contrat de travail</b>			
CDI	24	27	31
CDD	26	23	31
Contrat aidé	24	26	32
Intérim	19	19	42
Apprentissage	22	25	36
<b>Indice de précarité</b>			
0 attribut	23	24	34
1 attribut	20	28	33
2 attributs	22	19	34
3 attributs	14	9	56
Autre situation	24	30	28

<sup>2</sup> Électeurs en âge de voter, inscrits sur les listes électorales de leur région de résidence et certains d'aller voter (indiquant une note de 10 sur l'échelle de certitude d'aller voter, comprise entre 0 et 10) ; les pourcentages ont été arrondis et les données ont été pondérées (pondération sociodémographique et vote présidentielle 2012 premier tour).

Tableau 2 : Les intentions de vote (% exprimés) pour le 1<sup>er</sup> tour des élections régionales de 2015 selon des variables politiques et territoriales (% en ligne)<sup>3</sup>.  
Source : Enquête électorale française 2017, vague 1

	PS-PRG	LR-UDI-MODEM	FN
Moyenne nationale	23	27	31
<b>Vote présidentielle 2012, 1<sup>er</sup> tour</b>			
N. Arthaud	10	6	9
P. Poutou	17	6	8
JL. Mélenchon	19	3	8
F. Hollande	73	5	9
E. Joly	16	4	4
F. Bayrou	15	52	10
N. Sarkozy	1	71	22
N. Dupont-Aignan	2	16	22
M. Le Pen	0.5	4	94
<b>Vote présidentielle 2012, 2<sup>d</sup> tour</b>			
F. Hollande	53	5	12
N. Sarkozy	1	51	40
<b>Proximité partisane</b>			
Extrême gauche	17	4	8
Front de gauche	19	2	4
Nouvelle Donne	35	1	2
PS	88	2	3
PRG	60	4	6
EELV	16	3	4
Autres écologistes	23	19	3
MoDem	17	54	10
UDI	4	83	8
LR	0.5	80	16
DLF	0	11	34
FN	1	2	95
Aucun	13	25	37
<b>Vote aux élections européennes de 2014</b>			
Extrême gauche	12	2	4
Front de gauche	15	0.5	3
PS - DVG	83	2	3
EELV	27	8	4
UDI - MoDem	10	72	5
UMP - DVD	1	78	16
DLF	3	14	23
FN	1	3	94
<b>Fractures territoriales (typologie de Christophe Guilluy<sup>4</sup>)</b>			
France « métropolitaine fragile »	24	26	31
France « métropolitaine pas fragile »	22	32	27
France « périphérique fragile »	24	24	33
France « périphérique pas fragile »	22	29	33

<sup>3</sup> Électeurs en âge de voter, inscrits sur les listes électorales de leur région de résidence et certains d'aller voter (indiquant une note de 10 sur l'échelle de certitude d'aller voter, comprise entre 0 et 10) ; les pourcentages ont été arrondis et les données ont été pondérées (pondération sociodémographique et vote présidentielle 2012 premier tour).

<sup>4</sup> GUILLUY (Christophe), *La France périphérique*, Flammarion, 2014.

## II – Les trois France : des clivages sociologiques à la tripartition de l’espace politique

Ces trois France faisaient déjà bien apparaître les clivages fondamentaux qui opposent, depuis plusieurs décennies en France, le mode du salariat à celui des travailleurs indépendants mais qui distingue plus récemment une France des « gagnants » et des « perdants » de l’économie globale ouverte et de la mondialisation. Dans une France de plus en plus « post-industrielle » et ouverte sur l’économie internationale, ces trois France s’incarnent dans leurs choix électoraux et idéologiques comme une « tripartition » de l’espace politique de notre pays.

### Le vote LR-UDI-MoDem

Elles se retrouvent en 2015 mais avec quelques modifications notables. Le faible engouement des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, agriculteurs et chefs d’entreprise) pour la gauche et pour le PS est ainsi toujours au rendez-vous en 2015 : le vote pour les listes LR-UDI-MoDem est à 36% chez les agriculteurs, 37% chez les indépendants (commerçants et artisans), 34% parmi l’ensemble de ceux qui sont à leur compte. L’écart est ici très net avec le vote PS parmi ces catégories (11% parmi les commerçants, artisans et 16% parmi l’ensemble de ceux qui sont à leur compte). Cette aversion pour le vote de gauche s’inscrit dans une vision plus générale de la gauche comme défendant seulement les salariés, souhaitant les renforcements de l’intervention de l’État dans l’économie et doutant du monde de l’entreprise. Mais le vote FN se confirme nettement chez les indépendants également : parmi ces milieux sociaux qui ont été très acquis à la droite, le FN confirme sa très bonne implantation : 34% parmi l’ensemble de ceux qui sont à leur compte et 37% parmi les seuls commerçants et artisans. Si les listes de droite et du centre conservent néanmoins une forte attraction parmi les travailleurs indépendants, elles sont nettement moins choisies par les salariés et notamment ceux du secteur public (seuls 20% des salariés du public ont l’intention de voter pour les listes LR-UDI-MoDem). L’électorat de la droite et du centre retrouve également en 2015 deux caractéristiques de l’électorat Sarkozy de 2012 : il s’agit d’électeurs aisés en termes de revenus et plus âgés (36% parmi les 65 ans et plus). Si l’électorat de la droite et du centre semble donc retrouver en 2015 ses structures sociologiques classiques, il connaît de fortes progressions (pour autant que l’on puisse comparer les votes de 2015 et ceux de 2012) chez les électeurs fortement dotés en capital culturel : hauts niveaux de diplômes, cadres supérieurs et professions intellectuelles.

### Le vote PS

L’électorat des listes du PS de 2015 retrouve-t-il, lui aussi, les principales structures et caractéristiques du vote de gauche ? C’est sans doute l’électorat qui, lors de ce premier tour des régionales, a subi le plus de modifications : le tableau 1 montre en effet un phénomène d’indifférenciation sociologique du vote PS. À quelques exceptions près, le niveau de vote pour les listes PS fluctue peu en fonction des catégories d’électeurs que l’on distingue. Les plus faibles pourcentages sont en effet observés chez les indépendants, ceux qui sont à leur compte mais aussi chez les ouvriers : seuls 16% d’entre eux déclarent un vote PS. Le PS n’est toujours pas, en 2015, parvenu à retrouver les franges les plus populaires de l’électorat : non seulement les ouvriers mais aussi les plus faiblement dotés en capital culturel ou les moins riches. Malgré les politiques publiques dirigées vers l’emploi des jeunes, ceux-ci ne votent pas PS dans de plus fortes proportions que la moyenne. Il en va de même pour ceux qui sont en contrat aidé, en apprentissage, en stage ou en intérim. Dans cette dernière catégorie composée de salariés fortement exposés aux périodes alternés de chômage et d’activité, le vote pour les listes du PS est seulement à 19%. Le vote pour les listes PS est néanmoins plus élevé que la moyenne parmi les fortement diplômés (28% parmi ceux qui ont un niveau de diplôme à Bac+4 ou qui sortent des grandes écoles), les cadres supérieurs et professions intermédiaires et les salariés du public. Ces quelques zones de force du PS ont néanmoins du mal à masquer un problème d’indifférenciation sociologique : tout se passe comme si le vote PS du premier tour de 2015 était non seulement à un faible étiage (par rapport aux régionales 2010) mais que cette relative faiblesse avait rétréci son socle sociologique.

## Le vote FN

Tel n'est pas le cas du vote pour les listes du FN : si l'on met à part les plus de 65 ans, les plus diplômés, les plus riches et les cadres supérieurs, l'intention de voter pour les listes du FN s'échelonne entre 24 et 47%. En termes relatifs, le vote FN est celui dont la percée dans des milieux sociaux diversifiés est la plus nette en 2015 : le FN retrouve non seulement ses caractéristiques habituelles (chez les plus jeunes, les moins dotés en capital culturel et économique), mais il obtient des scores d'intentions de vote importants dans des milieux sociaux qui ne lui étaient pas aussi favorables jusqu'à présent : 37% parmi les titulaires du bac, 36% chez les salariés du privé. Mais la caractéristique du vote FN qui s'est le plus affirmée en 2015 est sa forte composante populaire. Le FN incarne une France socialement fragile et économiquement faible : le niveau de vote FN est à des niveaux très élevés, voire exceptionnellement élevés, chez ceux qui sont les plus faiblement dotés en capital culturel (38% chez les sans-diplôme ou CEP, 39% chez ceux qui ont le BEPC, le CAP ou BEP), le moins riches (40% dans le premier quartile du revenu mensuel par unité de consommation), les moins intégrés au marché du travail (41% chez les chômeurs, 42% chez ceux qui sont en intérim), qui appartiennent aux professions les moins favorisées (47% chez les ouvriers) et les plus pauvres (56% chez ceux qui ont trois attributs de précarité sociale). Lors du premier tour des élections régionales de 2015, non seulement le spectre sociologique du vote FN s'est élargi mais il s'est consolidé dans son enracinement populaire. On voit par ailleurs (tableau 2) que la fidélité de l'électorat du FN à son vote est particulièrement élevée, ce qui rend la question de la progression du vote FN dans de nouveaux milieux sociaux extrêmement importante et préoccupante pour les deux autres électors.

## Conclusion

Les trois France que nous avons distinguées en 2012 se retrouvent dans le premier tour des élections régionales trois ans après : une France des plus aisés ou mieux lotis en capital économique et culturel, qui vote à droite ou au centre ; une France des classes moyennes ou moyennes-supérieures, également diplômée, qui vote à gauche ; une France populaire, fragile socialement et précaire qui vote pour le FN lorsqu'elle ne s'abstient pas. Ces trois France renvoient également à des univers idéologiques contrastés (tableau 3) : la France de gauche reste attachée aux valeurs de la tolérance et du libéralisme culturel, la France de la droite et du centre reste convaincue des valeurs du libéralisme économique ; la France du FN reste hostile à l'immigration, à l'Islam et souhaite davantage d'ordre au sens vertical du terme dans la société.

Tableau 3 : Les intentions de vote (% exprimés) pour le 1<sup>er</sup> tour des élections régionales de 2015 selon des attitudes politiques (% en ligne)<sup>5</sup>.

Source : Enquête électorale française 2017, vague 1

	PS-PRG	LR-UDI-MODEM	FN
Moyenne nationale	23	27	31
Attitudes politiques (% d'accord)			
> En matière de justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres	32	13	27
> Il faudrait rétablir la peine de mort	8	25	57
> Il y a trop d'immigrés en France	10	30	49
> De nos jours, les parents n'ont plus aucune autorité	19	29	37

<sup>5</sup> Électeurs en âge de voter, inscrits sur les listes électorales de leur région de résidence et certains d'aller voter (indiquant une note de 10 sur l'échelle de certitude d'aller voter, comprise entre 0 et 10) ; les pourcentages ont été arrondis et les données ont été pondérées (pondération sociodémographique et vote présidentielle 2012 premier tour).

> En matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un Français sur un immigré	10	27	54
> Pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté	18	35	34
> L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité	29	24	25
> Les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres	35	26	13
> Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires	13	40	36
> L'immigration est une source d'enrichissement culturel	41	22	7
> La France devrait avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	15	31	40
> L'Islam est une menace pour l'occident	12	29	47

Si l'on retrouve donc dans le premier tour des régionales de 2015 un certain nombre de grandes lignes de clivages sociopolitiques qui marquent la politique française depuis quelques décennies, la tectonique des plaques qui continue de la travailler en profondeur a fait encore sentir ses effets : le vote FN concurrence la droite et le centre chez les indépendants mais aussi dans de nouvelles franges du salariat, y compris public. Il prend la place de la gauche dans des milieux sociaux populaires et socialement fragiles qui devraient être le vivier naturel de la gauche. Plus que jamais, la politique française a montré, lors de ce premier tour des régionales 2015, un double visage : la « tripartition » de son espace idéologique et l'immense déception de nombreuses couches de l'électorat tant vis-à-vis de la droite et du centre que de la gauche. Ces deux visages de la politique française aujourd'hui ne sont pas l'apanage de notre pays : les travaux universitaires conduits en Europe montrent qu'il s'agit là de phénomènes puissants dans d'autres pays. Dans d'autres pays européens également, les tensions politiques liés au monde globalisé s'expriment dans les deux dimensions du conflit socioéconomique et du conflit dit « culturel » par certains. La politique en Europe ne peut plus seulement être interprétée comme un simple conflit entre la gauche et la droite sur l'enjeu de la redistribution de la richesse et du combat contre les inégalités.

Les résultats du second tour des élections régionales de 2015, produits dans une autre logique (moins de listes, retraits de certaines listes, listes qui ont fusionné), ne devront pas masquer cette double réalité. Sauf bien sûr si les forces centripètes de la gauche et de la droite ou du centre décident de rester aveugles aux raisons pour lesquelles certaines franges de l'électorat sont à la fois déçues, déifiantes et insatisfaites du fonctionnement de notre démocratie française.

---

## Bibliographie et références documentaires

- BELANGER (Eric), CAUTRÈS (Bruno), FOUCAULT (Martial), LEWIS-BECK (Michael), NADEAU (Richard), *Le Vote des Français de Mitterrand à Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2012.
- CRÉPON (Sylvain), DÉZÈ (Alexandre), MAYER (Nonna) (dir.), *Les faux-semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- GUILLUY (Christophe), *La France périphérique*, Flammarion, 2014.
- KRIESI (Hanspeter), GRANDE (Edgar), LACHAT (Romain), DOLEZAL (Martin), BORNSCHIER (Simon), FREY (Timotheos), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge, Cambridge University Press, 2008
- MUXEL (Anne), CAUTRÈS (Bruno), *Comment les électeurs font-ils leurs choix ? Le panel électoral français 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- PERRINEAU (Pascal), *La dynamique du Front national*, La Note, CEVIPOF, #2, décembre 2015. <http://www.enef.fr/les-notes/>
- PERRINEAU (Pascal), *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014
- PEUGNY (Camille), « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires », *Revue française de science politique*, vol. 65, n°5/6, décembre 2015, pp. 735-759.
- ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires et le Front national*, La Note, CEVIPOF, #3, décembre 2015. <http://www.enef.fr/les-notes/>

---

**L'auteur**

Bruno Cautrès

[bruno.cautres@sciencespo.fr](mailto:bruno.cautres@sciencespo.fr)**Édition**

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

**Réalisation**

Marilyn Augé

---

---

**L'Enquête électorale française**

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

[www.enef.fr](http://www.enef.fr)[cevipof.2017@sciencespo.fr](mailto:cevipof.2017@sciencespo.fr)[www.cevipof.com](http://www.cevipof.com)